



## ARRÊTE

Portant règlement permanent des dépôts sauvages, de déchets et ordures  
sur le territoire de la commune de Gordes

### N° V 63 / 22

Le Maire de la Commune de GORDES,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1 et suivants et L.2213-1 et suivants, L.2224-13, L.2224-16, L.2224-17 et R.2224-23 et suivants ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L. 541-1 à L. 541-6 ;

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.541-1 et suivants ;

VU le Code Pénal et notamment ses articles 131-13, R.610-5, R.632-1, R.633-6, R.635-8 et R.644-2 ;

VU le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L.111-1 et R.116-2 ;

VU le règlement sanitaire départemental de Vaucluse ;

VU l'arrêté n°62/22 en date du 16 juin 2022 portant règlement municipal permanent de collecte des déchets ménagers et assimilés ;

CONSIDERANT qu'il est fréquemment constaté que des dépôts sauvages et des déversements de déchets de toute nature portent atteinte à la salubrité et à l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de garantir la salubrité publique et la propreté de la commune et qu'à cet effet il est notamment mis à disposition des habitants un service régulier de collecte et d'élimination des ordures ménagères et assimilées ainsi que des encombrants ;

CONSIDERANT que les habitants ont en outre accès aux déchetteries de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse ;

CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de prendre, dans les domaines de sa compétence, les mesures appropriées pour préserver l'ordre, la sureté et la salubrité publiques ;

CONSIDERANT qu'il appartient au Maire, en application des dispositions susvisées du code de l'environnement, d'assurer au besoin d'office après mise en demeure restée sans effet, l'élimination des dépôts sauvages et des déchets aux frais du responsable et, en cas de danger grave ou imminent, d'ordonner la réalisation des travaux exigés par les circonstances ;

CONSIDERANT qu'il convient de facturer l'enlèvement des dépôts sauvages et des déchets aux frais du responsable lorsqu'il est opéré d'office dans les conditions précisées ci-dessus ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1

Les dépôts sauvages des déchets (notamment ordures ménagères, encombrants, cartons, métaux, gravats) et décharges brutes d'ordures ménagères sont interdits sur l'ensemble des voies, espaces publics et privés de la Commune. Le dépôt et la présentation sur la voie publique des déchets ménagers et assimilés ainsi que des encombrants doivent être effectués conformément aux jours, heures de collecte et autres prescriptions prévus par la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse et par les règlements municipaux en vigueur.

### ARTICLE 2

Toute personne qui produit ou détient sur ses terrains des dépôts sauvages de déchets ou décharges brutes d'ordures ménagères dans des conditions de nature à porter atteinte à la santé publique est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination.

### ARTICLE 4

En cas d'infraction au présent arrêté, le responsable du dépôt sauvage de déchets ou décharge brute d'ordures ménagères sera mis en demeure de procéder à son élimination dans un délai déterminé. Dans l'impossibilité d'identifier l'auteur de l'infraction, pourra être retenu pour responsable le propriétaire du terrain sur lequel seront constatés le dépôt sauvage, les déchets ou la décharge brute d'ordures ménagères, qui les aura tolérés, acceptés ou facilités par sa négligence, ou encore se sera abstenu d'informer les autorités municipales de leur existence.

REÇU EN PREFECTURE

le 17/06/2022

Application agréée E-legalité.com

Faute, par la personne visée par la mise en demeure, d'avoir procédé à l'élimination du dépôt de déchets ou de la décharge brute d'ordures ménagères dans le délai imparti, il y sera procédé d'office aux frais du responsable. Le cas échéant, il sera ordonné au responsable de consigner entre les mains du comptable de la commune, une somme répondant au montant des travaux à réaliser. En outre, il pourra être ordonné, en cas de danger grave ou imminent, l'exécution des mesures de sûreté exigée par les circonstances.

#### **ARTICLE 5**

Les infractions au présent arrêté donneront lieu à l'établissement de rapports ou de procès-verbaux de constatations et seront poursuivies conformément aux lois en vigueur. Tout contrevenant s'expose à une amende prévue par le code pénal, allant de la 1<sup>ère</sup> à la 5<sup>ème</sup> classe selon la nature de la contravention.

#### **ARTICLE 6**

La responsabilité du contrevenant est engagée selon l'article 1384 du code civil si les dépôts sauvages, déchets ou décharge venaient à causer des dommages à un tiers.

#### **ARTICLE 7**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Nîmes, dans le délai de deux mois à compter de sa transmission et de sa publication.

Le Maire, la Police Municipale et le Chef de la Brigade de Gendarmerie de GORDES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

GORDES, le 16 juin 2022

Le Maire,  
Richard KITAEFF



REÇU EN PREFECTURE

le 17/06/2022

Application agréée E-legalité.com